
**Rapport de la Mission d'Evaluation Rapide sur l'axe
Kalemie – Bendera, Zone de Santé de Nyemba,
Territoire de Kalemie du 06 – 11 septembre 2023**

**Participants : OCHA, CR-RDC, HCR, MdM-F, OIM, PAM,
UNDSS & UNICEF**



EP Kisonja (Photo Lievin UNICEF)

1. FAITS SAILLANTS DE LA MISSION

- Environ 41 000 personnes vulnérables (dont 95% constitués des retournés) des AS de Tundwa, Muleka, Mahila et Lambo-Katenga, situées au Nord de Kalemie expriment des besoins multisectoriels
- Aucune présence humanitaire dans la région de Bendera à cause des incidents de sécurité et de protection
- L'insécurité limite l'accès des civils vers leurs champs éloignés à plus de 5 kms de leurs villages

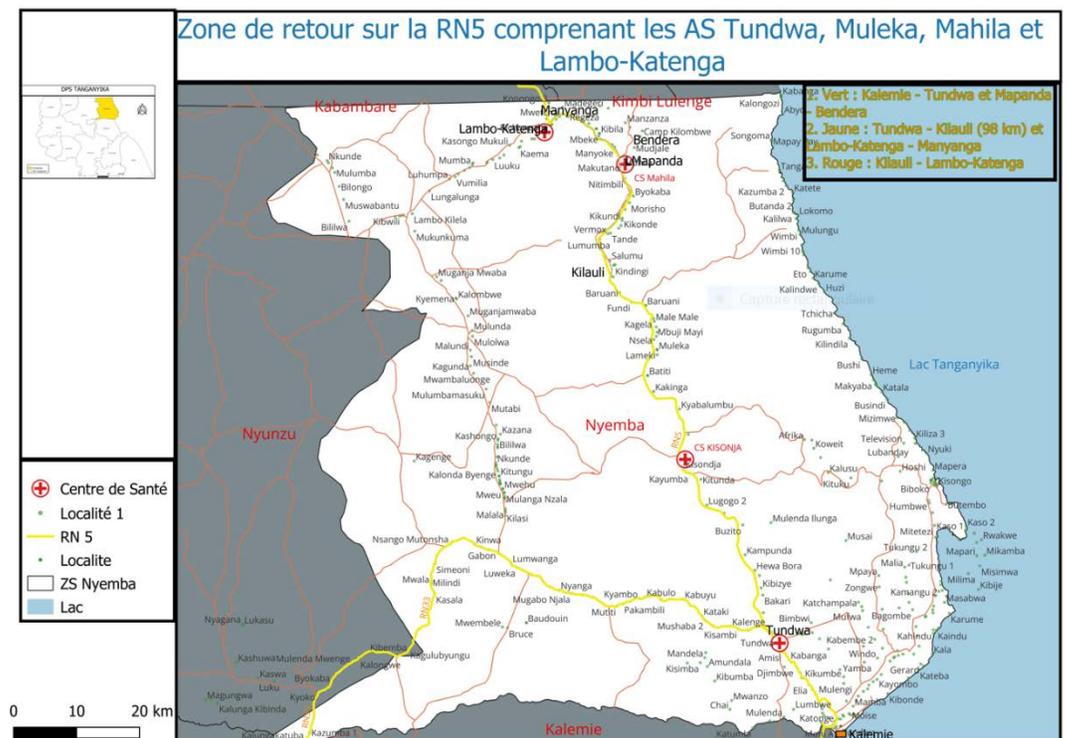
2. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS CLES

- La sécurité alimentaire, Santé/Nutrition, les AME/Abri, le Wash, l'éducation et la protection sont des besoins prioritaires autant pour les déplacés que pour les retournés, au regard de la vulnérabilité.
- Appuyer la production agricole des ménages retournés et autochtones vulnérables comme moyens de subsistances ;
- Prendre en compte l'aspect de la pression démographique sur les populations locales ;
- Renforcer l'engagement avec les AANE (dans les stricts respects de la Note de l'Equipe Humanitaire Pays sur les interactions des acteurs humanitaires avec les groupes armés non-étatiques) pour faciliter l'accès humanitaire rapide, et sans entrave aux populations vulnérables affectées par la crise sur l'axe Kalemie – Bendera ;
- Renforcer les activités d'engagement communautaire afin d'accroître l'acceptation des acteurs humanitaires sur l'axe Kalemie – Bendera ;
- Plaidoyer auprès des autorités provinciales (politico-militaires) pour l'imposition de la paix afin de favoriser la reprise et le renforcement des activités humanitaires ;
- Mobiliser les acteurs de développement pour mettre en place des solutions durables sur l'axe Kalemie – Bendera afin de soutenir le retour de la population.

3. CONTEXTE

Les AS de Lambo-Katenga, Mahila, Muleka et Tundwa, et, situées au nord de Kalemie abritent environ 41 000 personnes affectées (constituées majoritairement des retournés et quelque 5 000 déplacés). Ces derniers sont des déplacés venus du Maniema entre février et avril 2023 ayant fui des affrontements. A cause de la gestion des ressources naturelles et minières, le Nord de Kalemie regorge une multitude des groupes armés qui continuent à détériorer la situation de protection des civils. Cette partie du territoire subit aussi l'influence de l'insécurité dans les autres provinces voisines du Maniema et du Sud-Kivu.

Depuis 2017, l'accès humanitaire y était quasi-impossible pour les humanitaires, à part CICR qui était le principal acteur présent dans la zone, selon son mandat. Dans la zone évaluée, la situation sécuritaire reste encore fragile et volatile à cause des multiples braquages



des miliciens Twa, Bishambuke/Fulero, et ceux de Yakotumba. La volatilité de la situation sécuritaire se justifie par le fait que la population locale ne peut pas parcourir plus de 2 kms pour aller aux champs et autres préoccupations, même si une petite accalmie s'observe, depuis le mois de mai 2023, dans certains coins.

En 2020, le renforcement progressif du dispositif sécuritaire par les autorités provinciales avait favorisé un début de retour des anciens déplacés de 2016 (en majorité) ; ce mouvement s'est intensifié entre 2022 et 2023.

4. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

Les informations clés sont récoltées partant des observations, interview avec la communauté réunie en focus group portée sur une représentativité de toutes les couches de la société dont les femmes, les agents de l'éducation, les jeunes, les leaders communautaires hommes et femmes, les enseignants et les infirmiers et autres...

Interview, GPS, focus group (avec le comité des villages, les jeunes, hommes, femmes, leaders communautaires comme les informateurs clés) constituent les techniques utilisées par l'équipe d'évaluation pour réunir les informations multisectorielles.

5. SITUATION D'ACCES HUMANITAIRE

5.1. Accès sécuritaire :

- ⇒ La mission a noté la présence des FARDC, installées dans plusieurs positions, tout le long de l'axe de Tundwa (PK 25) jusqu'au dernier village (Manyanga, situé à 145 kms, à la limite avec le Sud Kivu ;
- ⇒ Les éléments des Forces de Sécurité contactés par la mission ainsi que les membres des communautés ont fait mention de la présence de Acteurs Armés non Etatiques (AANE) sur tout l'axe RN5.
- ⇒ Plusieurs interactions entre la mission et les différents informateurs clés le long de l'axe ont permis au Forum d'Accès de disposer d'une bonne cartographie de différents réseaux d'influence qui permettront, à chaque fois qu'il y aura des missions humanitaires dans la zone, d'établir des contacts utiles pour la protection des organisations allant sur l'axe. Il est fortement recommandé à tout acteur qui interviendra sur l'axe de prendre contact avec OCHA, pour un briefing, avant toute descente ;
- ⇒ L'axe Kalemie – Bendera est régulièrement affecté par des actes de braquage. Ces incidents surviennent tôt le matin avant 7 h ou tard dans l'après-midi après 16 h (car les militaires arrivent vers 7 h et quittent autour de 15h30 ; moment où les braqueurs profitent pour opérer). La mission a constaté que ces actes sont de deux types, à savoir :
 - ❑ **Des actes de braquages ciblant les usagers de la route** : Les échanges avec différents informateurs clés sur l'axe ont montré que les présumés auteurs de ces types de braquage agiraient dans le seul but de se procurer des articles de valeurs à revendre pour leur survie. Cet acte se solde souvent par des vol des biens et des enlèvements de courte durée pour le transport des biens vers la forêt. Le plus grand nombre des victimes de ces actes sont les usagers des motos. Les informateurs clés pensent que les jeunes, membres des communautés seraient parfois mêlés à ce genre d'incidents.
 - ❑ **Des actes de braquages ciblant les forces de sécurité (FDS)** : Ces types de braquages qui ciblent les FDS, seraient carrément attribué aux AANE. Les rares cas survenus sur cet axe se sont opérés dans le but de s'emparer des armes, munitions et des tenues militaires. Trois incidents de ce genre ont eu lieu sur l'axe entre le 1^{er} et le 11 septembre 2023.
- ⇒ Les acteurs humanitaires ne sont pas personnellement considérés comme des « ciblés » directs par ces incidents
- ⇒ La mission a constaté un niveau élevé du trafic des usager de la RN5 qui utilisent des pickups Land Cruiser blancs avec insigne d'interdiction d'armes à bord. Il y a risque de confusion entre ces pickups Land-Cruiser blancs et les véhicules des acteurs humanitaires.

5.2. Acceptance communautaire des acteurs humanitaires

- ⇒ Tous les membres des communautés avec lesquels la mission a interagi ont une bonne perception des acteurs humanitaires. Dans chaque village, les communautés ont vivement réclamé la présence des acteurs humanitaires, perçus au regard de la vulnérabilité à laquelle font face les retournés repartis dans les différents villages.
- ⇒ Il y a un faible niveau de connaissance des principes humanitaires par les communautés qui vivent sur l'axe.

5.3. Accès physique

L'état défectueux de la route nationale 5 posera un problème d'accès physique aux acteurs humanitaires durant la saison pluvieuse.

Actions

- **Renforcer l'engagement avec les AANE (dans les stricts respects de la Note de l'Equipe Humanitaire Pays sur les interactions des acteurs humanitaires avec les groupes armes non-étatiques) pour faciliter l'accès humanitaire rapide, et sans entrave aux populations vulnérables affectées par la crise sur l'axe Kalemie – Bendera et pouvoir informer aussi rapidement que possible les autres partenaires humanitaires des difficultés, incidents ou défis rencontrés dans leurs interactions avec les groupes armés, dans le but de garantir maintenir une approche commune et prévisible (Forum d'Accès / OCHA, INSO)**
- **Contacteur OCHA pour un briefing, avant toute mission sur cet axe (Acteurs humanitaires) ;**
- **La mission décourage tout usage des motos sur cet axe par les acteurs humanitaires. Toutefois, les missions terrains devront être menées avec un minimum de deux (02) véhicules entièrement conformes aux mesures de sécurité de chaque organisation. La mission n'encourage pas l'utilisation des escortes armées, d'autant plus que les forces de sécurité sont la cible des groupes armés, les acteurs humanitaires sont encouragés à travailler davantage sur l'acceptance communautaire. Chaque véhicule devrait porter un drapeau de l'organisation et logo bien visible (Acteurs humanitaires).**
- **Agir pour accroître davantage le niveau d'acceptance des acteurs humanitaires en :**
 - ✓ **Renforçant la sensibilisation des communautés sur les principes et mandat des humanitaires ;**
 - ✓ **Communiquant ouvertement et honnêtement sur ce qui sont et ce que font les acteurs humanitaires, en veillant à ce que les populations se sentent en confiance et à l'aise pour interagir avec lesdits acteurs et leurs programmes ;**
 - ✓ **Mettant en place des mécanismes de retour d'information fiables permettant d'améliorer continuellement les interventions humanitaires en fonction de ce que les communautés veulent réellement, et non de ce que les acteurs humanitaires pensent qu'elles veulent ;**
 - ✓ **Intégrant une participation significative de la communauté dans les projets humanitaires.**

6. MOUVEMENTS DES POPULATIONS

La détérioration du contexte sécuritaire dans les Hauts-Plateaux de Mitumba contraint continuellement, depuis 2021, les personnes déplacées internes à fuir vers la cité de Kabimba qui comprend les Aires de Santé de Kabimba et de Kisongo. Dans cette zone, les vulnérabilités conjoncturelles dues aux déplacements fréquents des populations viennent exacerber les vulnérabilités structurelles déjà existantes. Il y a nécessité des actions intégrées pour mieux adressées et répondre à ces différentes vulnérabilités.

6.1. Retour

Aire de santé	Juin – déc 2020	Jan – juin 2021	Juil 21 – mars 2022	Avr - Août 2022	Sept – déc 2022	Jan- mars 2023	Avr - Août 2023	Total
Tundwa	2 650	1 180	2 060	2 885	1 210	0	0	9 985
Muleka	1 711	854	1 435	2 024	849	381	387	7 641
Mahila	4 941	2 554	907	1 365	1 395	1 662	1 332	14 156
Lambo-Katenga	1 015	411	390	757	638	717	591	4 519
TOTAL	10 317	4 999	4 792	7 031	4 092	2 760	2 310	36 301

- 36 301 personnes retournées (Twa et Bantu) ont été identifiées dans les différents villages dans les AS de Lambo-Katenga, Mahila Muleka et Tundwa (cfr Tableau Mouvement de population en annexe).
- Parmi ces retournés, 16 193 sont retournés, au cours des 18 derniers mois (soit entre avril 2022 et août 2023)
- Les 20 108 retournés restant, bien que retournés au-delà des 18 derniers mois, n'ont jamais bénéficié d'une quelconque assistance. Cependant, ils ont développé des mécanismes de résilience, à cause de la réduction de périmètre de sécurité autour de leurs villages respectifs à moins de 2 kms. Cette situation ne leur a pas permis d'accéder à des galeries forestières pour y pratiquer l'agriculture. Leur degré de vulnérabilité est comparable à ceux nouvellement retournés.
- Le retour de ces personnes a été motivé par le déploiement depuis 2020 des forces de sécurité qui ont peu à peu sécurisé les différents villages, mais sans neutraliser les AANE dans la zone.

6.2. Déplacement

Aire de Santé	Village	Ménages déplacés	Personnes déplacées
Muleka	Kisonja	85	425
	Kakinga	23	115
Mahila	Mapanda	247	1 235
	Bendera	203	1 015
Lambo-Katenga	Lambo-Katenga	270	1 350
	Manyanga	170	850
Total		998	4 990

- Près de 5 000 personnes déplacées internes vivent dans une vulnérabilité extrême dans les villages de Mapanda (PK 120 N de Kalemie), de Lambo-Katenga (PK 137 N de Kalemie) et de Manyanga (PK 143 N de Kalemie) situés dans les AS de Mahila et de Lambo Katenga, ZS de Nyemba au Nord de Kalemie sur la Route Nationale numéro 5.
- Ces PDIs sont venus du Maniema, en février 2023 après avoir fui les affrontements entre deux factions rivales des Mayi Mayi Apa na Pale dans plusieurs villages du Secteur de Babuyu (Territoire de Kabambare, Maniema). D'autres, se trouvant à Kakinga et Kisonja sont descendus, entre mars et mai 2023, des Hauts-Plateaux de Mitumba en fuyant des affrontements entre les miliciens Twa de Liwa et les Mayi Mayi Biloze-Bishambuke.

7. BESOINS SECTORIELS

7.1. Sécurité Alimentaire

- Insécurité alimentaire accrue sur l'axe avec des graves conséquences sur l'état nutritionnel des enfants ;
- Pour les PDIs ainsi que les retournés, la situation est difficile, ils ont en moyenne un seul repas/jour, ils ne font plus de longues distance pour aller aux champs, alors ils dépendent plus de leurs petits champs ;
- Faible rendement agricole à cause de la pourriture des maniocs causée par la mosaïque;
- Pas de marchés organisés sur l'axe ; les approvisionnements en denrée alimentaire se fait par moto à partir de Kalemie. Le prix des denrées de première nécessité est en perpétuelle hausse à cause des aléas de transport (état de la route, braquage, ...)

Actions

- **Une assistance d'urgence en vivres en faveur de toute la population (retournés, résidents, PDI) se trouvant sur l'axe ;**
- **Le renforcement de la sensibilisation des leaders communautés Twa et Bantu sur la cohabitation pacifique ;**
- **De faire suivre immédiatement les distributions des vivres d'un programme de la relance agricole ;**

7.2. Abris/AME

- Les retournés et leurs familles d'accueils ne disposent pas de récipients pour stocker l'eau
- Manque de support de couchage et des vêtements pour homme, femme et enfants ;

- Les abris de la zone sont en paille et en tôle, certains ont fait des huttes de fortunes qui ne les protègent pas lors des intempéries ;

Actions

- **Organiser une assistance urgente en AME accompagnée des supports de couchage et de KHI ;**
 - **Assister les PDI en Abris d'urgence (bâches) ;**
 - **Construction des abris transitionnels pour les retournés.**

7.3. Santé

- Le manque d'hygiène entraîne des maladies épidémiologiques et autres maladies tels la diarrhée, le choléra, la rougeole et la fièvre typhoïde.
- Pas d'incinérateurs en bon état ; les trous à d'ordure/trou à placenta sont délabrés
- Toutes les structures sanitaires ne disposent pas de moustiquaires, sauf Kisonja
- Insuffisance des lits et des matelas dans les CS Mahila et Lambo Katenga.
- Toutes les structures visitées manquent les partenaires d'appui ;
- Absence des matériels et autres médicaments nécessaires dans les CS de Lambo Katenga, Mahila et le PS de Manyanga

Actions

- **Approvisionner les structures en médicaments traceurs ;**
- **Renforcer l'appui en soins de santé primaires avec le PMA (paquet minimum d'activité) ;**
- **Construction des blocs maternités et les équiper tout en dotant également les matériels de la petite chirurgie ;**
- **Renforcez la capacité des personnels soignants par rapport aux nouvelles approches de prise en charge des systèmes de soins de santé primaire etc.**
- **Aménagement et réhabilitation des points d'eau (sources, puits,...).**
- **Distribuer des moustiquaires dans la zone pour prévention de paludisme**
- **Doter le CS les matériels adéquats pour la maternité, appui institutionnel.**

7.4. Nutrition

- Aucune intervention nutritionnelle mis en œuvre après la clôture de l'intervention de l'ONG ADSSE en 2021 dans les AS Muleka et Mahila ;
- L'insécurité alimentaire accrue, l'absence de l'eau de qualité et l'absence des soins de santé de qualité dans les centres de santé constituent les facteurs contributifs de la malnutrition dont les cas sont visibles dans la communauté même en l'absence des mesures anthropométriques.

Action

- **Mobiliser les partenaires pour la prise en charge de cas de MAM et MAS et l'ANJE-U**

7.5. WASH

- Les infrastructures Wash de base sont quasi inexistantes. La communauté se débrouille avec des petits ruisseaux et puits non protégés. Quatre sources aménagées par la Solidarité International, depuis 2005, dont une seule source reste fonctionnelle à Mapanda/Mahila dans la toute la zone évaluée.
- L'accès à l'eau potable pose problème, les communautés utilisent les eaux des pluies, puits traditionnels parfois, des sources non aménagées les exposant au risque des maladies d'origine hydrique qui sont parmi les premières causes de consultation
- Les femmes parcourent des longues distances pour se procurer de l'eau et il n'existe aucun site de chloration dans tous les villages visités
- La plupart de ménages ne disposent pas des infrastructures sanitaires : latrines, douches, et trous à ordures, ensuite, la défécation à l'air libre est observée ainsi que les déchets domestiques sont dispersés.

Actions :

- *Aménager les points d'eau de la zone ;*
- *Construction des latrines et douches d'urgence dans les villages et centres de santé ;*
- *Sensibiliser sur les pratiques essentielles d'hygiène et doter la communauté des systèmes de lavage des mains et du savon ;*
- *Rendre disponible les purifiants d'eau.*

7.6. Education

- Les écoles fonctionnent dans la zone depuis le retour de la population, certaines écoles fonctionnent dans les églises (cas des villages Kisonja et Manyanga)
- Insuffisance d'infrastructures scolaires,
- Nombreux pré-adolescents et adolescents hors du système scolaire sont une cible du recrutement des groupes armés ;

Action :

- *Construction et/ou réhabilitation des infrastructures scolaires dans la zone et à l'aménagement des points d'eau et la construction des latrines en faveur d'écoles.*

7.7. Protection

- La situation de protection reste préoccupante sur l'axe évalué. La présence des plusieurs acteurs armés non-étatiques (AANE) dans la zone, couplée aux forces régulières entraîne des violations à répétition des droits humains (viols sur les femmes et filles sont rapportés; pillages systématiques des biens des populations ; enlèvements moyennant libération contre le paiement de rançon en argent ou en nature).
- L'axe Tundwa (25 km) – Mapanda (145 km) est une zone où les besoins en protection (VBG, PE, LTP, LAM, DIC) se font sentir. Une psychose générale affecte les femmes et les empêchent de s'éloigner des villages pour cultiver à la suite de cette évolution du contexte sécuritaire caractérisée par des fréquents actes criminels de braquage suivi des tueries, vols et pillages, enlèvements, viols des femmes, coups et blessures.

1) VBG

- Les structures sanitaires manquent des kit PEP et l'éloignement de ces structures par rapport à la plupart des villages, ne permet pas aux survivantes des violences sexuelles de bénéficier dans le délai des soins appropriés ;
- Les tabous culturels empêchent les femmes de dénoncer les nombreux cas des VBG dont elles sont victimes (viols, violences conjugales, déni de propriété, ...) ;
- Fréquent recours au sexe de survie comme moyen des subsistances par les jeunes filles désœuvrées qui sont exposées à tout type des maladies ;
- Ignorance quasi-totale des questions d'Exploitation et Abus Sexuels (EAS) :
- Existence de plusieurs cas des mariages et/ou grossesses précoces.

2) Protection de l'Enfant : Absence le long de l'axe des mécanismes communautaires certifiés pour la protection de l'enfant comme les RECOPE, les FAT et les Clubs d'enfants ;

3) LTP

- Fréquents conflits enregistrés entre agriculteurs et éleveurs ;
- Conflits entre les premiers retournés et les récents liés à l'accès à la terre pour cultiver. A cause de la réduction du périmètre de sécurité au tour des villages, la population n'arrive pas à aller loin pour cultiver. Elle préfère cultiver non loin du village et souvent les retournés récents constatent que les anciens ont commencé à cultiver sur des espaces leur appartenant et cela engendre des conflits ;
- Déni de propriété :
 - ✓ Les femmes ne sont pas considérées dans la plupart des villages, lorsqu'il s'agit d'héritage de la terre familiale ;

- ✓ Les maris s'approprient toute la récolte sans associer leurs femmes dans la gestion, alors que ce sont les femmes qui cultivent dans la plupart des cas
- Il existe également des conflits de succession dans certains villages comme Kakinga.

4) DIC

- Les fréquents actes de criminalité enregistrés sur l'axe constitue un puissant moteur qui alimente les tensions intercommunautaires Bantu-Twa
- Après chaque braquage, les Bantu accusent les Twa vivant dans les communautés de complicité avec les commanditaires de ces actes de criminalité ;
- Présence de nombreux Twa ayant déposé les armes sur les axes qui se plaignent de stigmatisation régulière de la part des Bantu ;
- L'absence d'un programme d'accompagnement de tous les miliciens qui se rendent ne favorise par le rétablissement d'une paix durable sur l'axe.

Action :

- ***Procéder à une bonne analyse Protection sur l'axe Kalemie – Bendera***
- ***Mettre en place des mécanismes communautaires pour la protection des enfants : RECOPE, FAT, Club d'enfants.***
- ***Mettre en place des espaces sûrs et des mécanismes pour garantir la prise en charge holistique des SVS ;***
- ***Plaidoyer auprès des autorités provinciales pour l'imposition de la paix dans les Hauts-Plateaux de Mitumba et la chaîne de Muganza situés de part et d'autres de la RN5 afin de faciliter l'accès humanitaires aux populations affectées.***